**Délibération relative** **à la mise en place de la prime « grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale**

*objet : mise en place de la prime « grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale*

Le conseil ………………… (ou l’assemblée),

Sur la proposition de M/Mme le/la Maire ou M/Mme le/la Président(e),

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

**Vu** le décret n°2020-1189 du 29 septembre 2020 portant création d'une prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale,

**Considérant** que des agents de la collectivité assurent une fonction essentielle dans la prise en charge de personnes âgées relevant d'établissements publics créés et gérés par les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale et qu’il y a lieu de reconnaître cet engagement,

Le Conseil municipal (ou l’assemblée), après en avoir délibéré, décide à l’unanimité (ou selon le vote suivant : …. voix pour, ……. voix contre et ……abstentions) :

-D’instaurer, selon les modalités ci-après, la prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale dans les conditions suivantes :

-Exemple à adapter :*Pour les agents du service \*\*\*\*/de l’établissement \*\*\*\*\*/de la collectivité \*\*\*\*, du fait de leur engagement et de leur compétences assurant ainsi une fonction essentielle en matière de prise en charge des personnes âgées relevant d'établissements publics créés et gérés par les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale.*

-D’autoriser le Maire/Président à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de cette prime ;

-De prévoir et d’inscrire au budget les crédits nécessaires au versement de cette prime ;

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an ci-dessous.

Fait à ……………………………., le ……………………..

Le Maire (ou le Président)

**Arrêté portant attribution d’une prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale prévue par le décret n°** **2020-1189 du 29 septembre 2020**

**Le Maire (ou le Président),**

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment l’article 88,

**Vu** le décret n° 2020-1189 du 29 septembre 2020 portant création d'une prime « Grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale,

**Vu** la délibération du Conseil municipal/de l’assemblée délibérante en date du \*\*\*\* à la mise en place de la prime « grand âge » pour certains personnels de la fonction publique territoriale,

**Considérant** **que** M(me)……………………… dans les conditions définies par la délibération susvisée pour bénéficier de cette prime, du fait de [*motifs de versement*] et qu’il convient donc de lui attribuer le versement de la prime « Grand Age »,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Une prime mensuelle de …€ est attribuée à M(me)…………….……..

Elle sera versée à compter du ……… sur la paye du mois de …………

**ARTICLE** 2 **:** En application des dispositions du décret N° 65-29 du 11 Janvier 1965 modifié le 28 Novembre 1983, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois après la notification à l’intéressé

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- Au Président du Centre de Gestion,

- Au Receveur Municipal,

- A l'Intéressée.

Fait à ………………………….., le …………………………………

Le Maire/Président

Notifié le ..................................

Signature de l’agent :